

**Appel à candidatures**

**Attribution d’une dotation complémentaire aux services d’aide et d’accompagnement à domicile (SAAD) pour le financement d’actions améliorant la qualité du service rendu à l’usager**

Publié le 11/01/2024

1. **Contexte :**

L’article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 prévoit une refonte du modèle de financement des Services d’aide et d’accompagnement à domicile (SAAD), visant à améliorer leurs conditions de solvabilisation ainsi que la qualité de service.

Le premier volet de cette refonte a consisté en la mise en place, au 1er janvier 2023, d’un tarif minimal national de valorisation d’une heure d’aide à domicile, fixé pour l’année 2023 à 23€ par heure.

Le second volet de cette refonte, consiste en la mise en place d’une dotation « complémentaire », prévue au 3° du I de l’article L. 314-2-1 du code de l’action sociale et des familles (CASF), visant à financer des actions améliorant la qualité du service rendu à l’usager.

Les actions ouvrant droit au financement par la dotation complémentaire doivent permettre de réaliser un ou plusieurs des objectifs suivants, listés à l’article L. 314-2-2 du CASF :

1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités ;

2° Intervenir sur une amplitude horaire incluant les soirs, les week-ends et les jours fériés ;

3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire ;

4° Apporter un soutien aux aidants des personnes accompagnées ;

5° Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants ;

6° Lutter contre l'isolement des personnes accompagnées.

Suite à l’entrée en vigueur de la Loi d’adaptation de la société au vieillissement, le Conseil Départemental du Gard a défini les objectifs financés par cette dotation complémentaire en cohérence avec les orientations du schéma départemental des solidarités voté le 18 novembre 2022.

Cette démarche s’inscrit dans la logique du « virage domiciliaire » initié par le nouveau modèle de financement lancé par la CNSA.

Cette dotation complémentaire sera attribuée par la Présidente du Conseil départemental suite au présent appel à candidatures (AAC) et sous condition de la conclusion d’un contrat pluriannuel d’objectifs et de moyens (CPOM).

Le présent appel à candidatures vise à sélectionner les SAAD pouvant bénéficier de la dotation complémentaire pour le financement d’actions répondant aux objectifs prioritaires du département.

Les services retenus à l’issue de l’appel à candidatures s’engageront ensuite dans un processus de contractualisation avec les services du département. Ce processus doit conduire à la signature, au plus tard un an après la notification des résultats de l’appel à candidatures, à la signature d’un CPOM tel que prévu par l’article L.313-11-1 du CASF, ou d’un avenant à celui-ci. Le CPOM ou l’avenant précisent, notamment, les conditions de mise en œuvre de la dotation complémentaire pour le service.

Conformément au décret n° 2022-735 du 28 avril 2022, le présent appel à candidatures sera renouvelé tous les ans jusqu’au 31 décembre 2030, ou lorsque l’ensemble des services du département aura intégré le dispositif.

Une notice explicative relative à la mise en œuvre de la dotation complémentaire a été rédigée par la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et est consultable au lien suivant :<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/financement-des-services-a-domicile-de-nouveaux-outils-pour-les-gestionnaires>

1. **Services éligibles**

Est éligible à la dotation complémentaire, tout service d’aide et d’accompagnement à domicile prestataire ou service polyvalent d’aide et de soins à domicile au titre de son activité d’aide relevant des 6° et/ou 7° du I de l’article L. 312-1 du code de l’action sociale et des familles.

Tout service autorisé sur le territoire peut donc candidater au présent appel à candidatures.

Le statut juridique, l’habilitation à l’aide sociale ou un volume minimal d’heures prestées au titre de l’APA et de la PCH ne constituent pas des critères d’éligibilité.

Enfin, pour faciliter le versement et s’assurer de sa bonne réalisation, le Conseil Départemental du Gard recommande aux SAAD sélectionnés d’entrer en dotation complémentaire et d’être intégrés totalement dans le dispositif de télégestion (et télétransmission à venir).

Pour plus d’informations : <https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-notice-explicative-et-faq-02.pdf>

1. **Objectifs prioritaires du Conseil Départemental du Gard et éléments financiers utiles à la détermination du montant de la dotation**
2. Présentation des objectifs retenus par le Conseil départemental du Gard, parmi les six objectifs énumérés par l’article L. 314-2-2 CASF

Au regard des besoins identifiés par le Schéma Départemental des Solidarités Sociales en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées au titre du maintien à domicile, et conformément au décret n°2022-735 du 28 avril 2022, le Conseil Départemental du Gard a retenu les objectifs suivants :

* **Objectif 1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités :**

Objectif : accompagner les personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités en terme d’accompagnement. Ces spécificités nécessitent du temps et des compétences particulières.

* **Objectif 3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire :**

Objectif : contribuer à la bonne couverture du territoire départemental par les SAAD pour réduire les inégalités d’accès aux prestations et répondre aux besoins des personnes âgées et/ou en situation de handicap.

* **Objectif 5° Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants :**

Objectif : La définition de la QVT est issue de l’accord national interprofessionnel du 19 juin 2013.

Elle désigne « les dispositions, notamment organisationnelles, permettant de concilier les modalités de l’amélioration des conditions de travail et de vie pour les salariés et la performance collective de l’entreprise ».

1. Présentation des actions finançables par la dotation complémentaire :

**Objectif 1° Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités :**

**<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-1-situations-specifiques.pdf>**

La priorité départementale sera portée sur l’engagement du SAAD à développer des actions en faveur :

* des personnes atteintes de troubles psychiques, cognitifs et troubles du comportement,
* des interventions liées aux situations d’incurie et syndrome de Diogène,
* des réponses en faveur du public concerné par les aspirations endotrachéales,
* des personnes atteintes de troubles du spectre autistique (TSA) notamment dans l’accompagnement des enfants et des adolescents
* des personnes handicapées vieillissantes (PHV)
* autres…

Il est également attendu des SAAD de s'inscrire à titre expérimental, dans une logique de projet de vie de la personne, se matérialisant par l'adaptation du service rendu au plus près des besoins des personnes accompagnées (PA-PH).

Cette dynamique devra s'appuyer sur l'ensemble des professionnels et des aidants.

A cette fin, le service d'aide et d'accompagnement à domicile formalisera les propositions de révision des plans d'aide, qu'il transmettra pour examen, aux services territorialisés de l'autonomie.

Annexes et fiches actions à compléter en fin de dossier (cf « ANNEXES OBJECTIF 1 »)

**Objectif 3° Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire :**

**<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-3-couverture-territoriale.pdf>**

Concernant les zones qui nécessitent ce besoin de couverture accru il peut s’agir :

- Des zones rurales (cf. zones montagnes), définies selon des critères objectifs (critères INSEE, communes de moins de 150 habitants, distance à la première ville) ;

- Des communes identifiées par le Conseil Départemental du Gard selon ses propres critères (en cohérence avec le Schéma Départemental des Solidarités Sociales) ;

- Des quartiers prioritaires de la politique de la ville définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Les indicateurs principaux seront liés aux déclarations de kilomètres parcourus et temps d’intervacations.

Les initiatives proposées au titre de l’action 3 peuvent donner lieu à une collaboration inter-SAAD que le Conseil Départemental du Gard encourage. Cela peut se traduire par un partenariat entre les différents SAAD d’un secteur afin de partager des bonnes pratiques, mutualiser du personnel afin de créer une équipe mobile, ou d’autres exemples et suggestions que pourront nous faire remonter les candidats.

Annexes et fiches actions à compléter en fin de dossier (cf « ANNEXES OBJECTIF 3 »)

**Objectif 5° Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants :**

**<https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reforme-saad-2022-fiche-objectif-5-qualite-de-vie-au-travail.pdf>**

Il s’agit d’une démarche visant l’amélioration combinée des conditions de travail, de la qualité de service et de la performance des organisations.

Les actions auront pour but de favoriser l’attractivité des métiers du domicile.

Les indicateurs tels que le turn-over, le nombre d’accidents du travail ou d’arrêts maladies seront pris en compte.

Annexes et fiches actions à compléter en fin de dossier (cf « ANNEXES OBJECTIF 5»)

1. Montant maximal « cible » de dotation, attribuable à chaque service retenu :

Le montant attribué au titre de la dotation complémentaire aux services retenus sera modulé en fonction des actions inscrites dans leur CPOM, de leur valorisation unitaire, et de leur fréquence.

Les moyens alloués seront subordonnés à l’engagement financier total de la CNSA.

1. **Principes relatifs à la limitation du reste à charge des personnes accompagnées**

Le reste à charge est entendu comme le total des sommes facturées par les services non habilités aux personnes accompagnées au-delà du montant des tarifs de l’APA et de la PCH.

Sans faire obstacle à sa stratégie de prix différencié, le SAAD lauréat ne pourra pas augmenter ses tarifs APA et PCH au-delà du taux d’évolution fixé par arrêté ministériel.

En cas de force majeure (évènement imprévisible, irrésistible et insurmontable) ou à titre dérogatoire et de manière tout à fait exceptionnelle, le déplafonnement du taux d’évolution pourra être examiné par les services du Conseil Départemental, à l'appui d'une demande expresse et motivée formulée par le SAAD lauréat.

Le SAAD lauréat s’engage également à ne pas refacturer au bénéficiaire APA et PCH les interventions financées par la dotation complémentaire, sauf dérogation explicite du département.

En cas de non-respect de cet engagement, le versement de la dotation complémentaire pourra être suspendu voire récupéré par le Conseil Départemental via l'émission d'un titre de recettes.

Le SAAD lauréat reste libre de fixer le tarif facturé aux bénéficiaires en dehors des heures APA et PCH.

Pour plus d’information **:** [**reforme-saad-2022-notice-explicative-et-faq-02.pdf (solidarites.gouv.fr)**](https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2022-09/reforme-saad-2022-notice-explicative-et-faq-02.pdf)

1. **Règles d’organisation de l’appel à candidatures :**
2. Modalités de réponse à l’appel à candidatures

Chaque candidat devra adresser, en une seule fois, son dossier de candidature complet par voie dématérialisée, par courriel, à l’adresse suivante :

**daut.ds-saad@gard.fr**

La date limite d’envoi des candidatures est fixée au 15/03/2024.

Les dossiers transmis après la date limite fixée ci-dessus ne seront ni retenus ni étudiés. Ils seront irrecevables par nature.

En cas de pièces manquantes ou de complétude partielle (présentation des actions, annexes incomplètes, absence d’attestation sur l’honneur ou de grille tarifaire), le dossier sera considéré comme irrecevable.

Pour toute demandes d’informations, vous pouvez contacter :

**Mme Sandie Gaffard-Lambon - Mme Laurene De Caluwe- Mme Marie Lombardo**

**Mme Mélanie Barthelot**

**Par mail à daut.ds-saad@gard.fr**

1. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature devra comporter obligatoirement :

* Le dossier de réponse à l’appel à candidatures selon la trame précisée en annexe ;
* Une attestation sur l’honneur du responsable de la structure, précisant que le service d’aide à domicile ne se trouve pas dans une procédure de redressement judiciaire ou de dépôt de bilan et qu’il est à jour de ses obligations déclaratives fiscales et sociales ou est engagé dans un processus de régularisation de ses paiements ;
* La grille tarifaire actualisée de l’ensemble des prestations proposées par le service d’aide à domicile ;

De manière facultative, le dossier de candidature peut comporter tout élément que le candidat jugerait pertinent, permettant de mieux identifier la structure porteuse, son activité.

Le Conseil Départemental du Gard rappelle les directives de la CNSA sur le fait que les actions présentées ne doivent pas déjà bénéficier de concours financiers de la CNSA, du Conseil Départemental du Gard ou de toute autre institution ou dispositif d’aide.

Le Conseil Départemental du Gard accordera également une attention particulière à la qualité rédactionnelle du dossier de candidature ainsi qu’à la compréhension des actions menées.

Aussi toute action qui ne répond pas aux exigences des critères de sélection énoncés en partie V - B feront l’objet d’un rejet de fait.

1. **Modalités et critères de sélection des candidatures par le Conseil Départemental du Gard**
2. Procédure d’examen des dossiers :

Il sera pris connaissance du contenu et de la complétude des candidatures à l’expiration du délai de réception des réponses.

-L’examen des dossiers de candidatures sera réalisé par le biais d’une commission technique.

-La commission décisionnelle délivrera la liste des candidatures retenues au plus tard le 28 juin 2024.

Durant la période d’instruction, les agents en charge de l’analyse des dossiers pourront être amenés à proposer un temps d’échange avec les candidats.

1. Critères de sélection des candidatures :

Les critères de sélection des candidats porteront notamment sur :

* La bonne compréhension des enjeux territoriaux en lien avec la nouvelle feuille de route départementale (Schémas des Solidarités sociales), et l’actualité du secteur ;
* La pertinence des actions proposées à l’initiative du SAAD dans sa candidature ainsi que le caractère innovant des modalités de réalisation des objectifs ;
* La capacité du SAAD à assurer le suivi de ses interventions de manière fiable (télégestion) et à assurer la remontée d’informations auprès du Conseil Départemental du Gard ;
* La cohérence de l’organisation du service pour répondre aux objectifs et aux besoins des publics vulnérables présents sur le territoire en perte d’autonomie ;
* La maîtrise des coûts de réalisation des actions proposées dans la candidature.

Pour rappel, conformément au décret n° 2022-735 du 28 avril 2022, un appel à candidatures pourra être renouvelé tous les ans jusqu’au 31 décembre 2030 afin que l’ensemble des services d’aides et d’accompagnement à domicile autorisés pour le département du Gard aura intégré le dispositif.

1. Notification et publication des résultats :

Au 28 juin 2024, le Conseil départemental du Gard publiera la liste des SAAD et de leurs objectifs retenus à l’issue de l’appel à candidatures.

Le Conseil Départemental du Gard entamera ensuite le processus de contractualisation avec l’ensemble des SAAD lauréats.

1. **Calendrier récapitulatif**

|  |  |
| --- | --- |
| Publication de l’appel à candidatures | 11/01/2024 |
| Date limite de réponse à l’appel à candidatures | 15/03/2024 |
| Etude des candidatures | Du 18/03/2024 au 27/06/2024 |
| Notification et publication des résultats de l’appel à candidatures.  Début de la négociation des CPOM | 28/06/2024 |
| Date-limite de signature des CPOM | 31/12/2024 |

**ANNEXES PREPARATOIRES**

**Présentation du service**

**Identification de la structure**

Nom : ………………………………………………………………………………………………….………………………………….......

Statut juridique : ……………………………………………………………………………………………...…………………………..

Adresse du siège social : …………………………………….…………………………………………………………………………

Code postal et commune : ………………………………………………………………………………………………………….

Courriel et téléphone : ………………………………………………………………………………………………………………….

N° SIRET/SIREN : ……………………………………………………………………………………………………………………………

N° d’identification au répertoire national des associations : ………………………………………………………….

N° FINESS : …………………………………………………………………………………………………………………………………….

Date de la première autorisation (ou ex. agrément qualité) : …………………………………………………….

**Identification du responsable légal de la structure**

Nom et prénom : …………………………………………………………………………………………………………………………..

Fonction : ………………………………………………………………………………………………………………………………………

Courriel et téléphone : ………………………………………………………………………………………………………………….

**Identification de la personne chargée du dossier (si différente du responsable)**

Nom et prénom : ………………………………………………………………………………………………………………………….

Fonction : ………………………………………………………………………………………………………………………………………

Courriel et téléphone : ………………………………………………………………………………………………………………….

**Activité** : cf. tableau annexe + grille tarifaire actualisée des prestations proposées

**Personnel :** cf tableau annexe

**Télégestion :**

Description du système de télégestion appliqué dans la structure, ou qu’il est envisagé d’acquérir par la structure (nom du logiciel, équipement mobile ou non, date de mise en place, % de bénéficiaires couverts…) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Description libre du service et présentation de ses spécificités :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Le dossier de candidature devra être complété par :

* Une attestation sur l’honneur du responsable de la structure, précisant que le service d’aide à domicile ne se trouve pas dans une procédure de redressement judiciaire ou de dépôt de bilan et qu’il est à jour de ses obligations déclaratives fiscales et sociales ou est engagé dans un processus de régularisation de ses paiements
* La grille tarifaire actualisée de l’ensemble des prestations proposées par le service d’aide à domicile
* Les documents suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre d'ETP** | |
| **Direction** |  |
| **Administration** |  |
| **Encadrement** |  |
| **Aide à Domicile diplômé** |  |
| **Aide à Domicile non diplômé avec expérience** |  |
| **Aide à Domicile non diplômé** |  |
| **Autre** |  |
| **TOTAL DES ETP** |  |
| **OBSERVATIONS :** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ETP sur l’année 2023 (en heures)** | | | | | |
| **Catégories d'ETP** | | ***Nombre d’heures totales*** | ***Dont accident du travail*** | ***Dont absentéisme  (hors accident du travail)*** | ***Dont trajet*** |
| **Direction**  **Administration** | |  |  |  |  |
| **Encadrement** | |  |  |  |  |
| **Aide à Domicile diplômé** | |  |  |  |  |
| **Aide à Domicile non diplômé avec expérience** | |  |  |  |  |
| **Aide à Domicile non diplômé** | |  |  |  |  |
| **Autre** | |  |  |  |  |
| **TOTAL DES HEURES** | |  |  |  |  |
| **OBSERVATIONS :** |  | | | | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Salaires annuels bruts chargés** | |
| **Direction** |  |
| **Administration** |  |
| **Encadrement** |  |
| **Aide à Domicile diplômé** |  |
| **Aide à Domicile non diplômé avec expérience** |  |
| **Aide à Domicile non diplômé** |  |
| **Autre** |  |
| **TOTAL DES SALAIRES** |  |
|  |  |
| **OBSERVATIONS** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Personnel d’intervention :** | |
| **Pourcentage salarié(e)s en CDI :** |  |
| **Pourcentage salarié(e)s en CDD :** |  |
| **Pourcentage salarié(e)s ayant un diplôme en lien avec leur activité :** |  |
| **Ancienneté moyenne des salarié(e)s dans la structure :** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **THEMES** | **COMPETENCES** | **NOMBRE DE SALARIES \*** |
| **Pathologies** | Alzheimer |  |
| Cancer |  |
| Parkinson |  |
| Accompagnement en fin de vie (soins palliatifs) |  |
| Addictologie |  |
| Handicap psychique (schizophrénie, troubles névrotiques, pathologies vasculaires cérébrales et maladies neuro-dégénératives...) |  |
| Troubles du comportement (agressivité, phobies, hyperactivité…) |  |
| **Matériel et pratiques** | Aide aux transferts et aux déplacements |  |
| Aspirations endo-trachéales |  |
| **Alimentation et Régimes** | Troubles de la déglutition |  |
| Diabète / Obésité |  |
| Allergies/Intolérances |  |
| **Activités sociales et relationnelles** | ***Auxiliaire de vie sociale*** |  |
| **Autres (préciser)** |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| \* Nombre de salariés qui possèdent des compétences spécifiques (formation) | |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Personnes suivies sur l’année 2023 :** | | |
| Personne bénéficiaires de l’APA | En nombre de bénéficiaires | En heures facturées |
| Dont GIR 1 : |  |  |
| Dont GIR 2 : |  |  |
| Dont GIR 3 : |  |  |
| Dont GIR 4 : |  |  |
| Ticket modérateur moyen des bénéficiaires APA sur le mois |  |  |
| **Total** |  |  |
| Personnes bénéficiaires de la PCH |  |  |
| Personnes bénéficiaires de l’Aide sociale : |  |  |

**ANNEXES OBJECTIF 1**

|  |  |
| --- | --- |
| Spécificités | Prise en charge |
| Troubles psychiques, cognitifs et comportementaux |  |
| Situations d'incuries, syndrome de Diogène |  |
| Aspiration endotrachéales |  |
| Troubles du Spectre Autistique (TSA) adultes |  |
| TSA enfants et adolescents |  |
| Personnes handicapées vieillissantes (PHV) |  |
| Autres |  |

**FICHES ACTIONS OBJECTIF 1**

|  |
| --- |
| **OBJECTIF 1 : Accompagner des personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités** |
| **Objectif CNSA : accompagner les personnes dont le profil de prise en charge présente des spécificités en terme d’accompagnement. Ces spécificités nécessitent du temps et des compétences particulières** |
| **Action :** |

* **Personnes référentes**

Responsable du suivi de l’objectif pour l’Association :

Contact CD :

* **Descriptif synthétique de l’action et le contexte :**

|  |
| --- |
| *(Diagnostic de l’existant, analyse, mise en œuvre de l’action,…)* |

|  |
| --- |
| *(indiquer le montant alloué au financement de l’action et le mode de financement : redéploiement, ENI, …)* |

* **Modalités et calendrier de mise en œuvre de l’action**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année N** | **Année N+1** | **Année N+2** | **Année N+3** | **Année N+4** |
| - | - | - | - | - |
| ❖ **Modalités de pilotage** |  |  |  |  |

* **Modalités de financement**

|  |
| --- |
| *(indiquer le montant alloué au financement de l’action et le mode de financement : redéploiement, ENI, …)* |

* **Indicateur(s) de suivi de l’action :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs** | **Mode de calcul** | **Valeur de départ** |  | **N** | | **N+1** | | **N+2** | | **N+3** | | **N+4** | |
| Cible |  | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

* **Partenariats**

* **Commentaires :**

**ANNEXES OBJECTIF 3**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Communes et environs | Engagement du SAAD | Communes et environs | Engagement du SAAD |
| Uzège Gard rhodanien |  | St Dézery |  |
| Aigaliers |  | St Hilaire d’Ozilhan |  |
| Argilliers |  | St Hippolyte de Montaigu |  |
| Arpaillargues et Aureillac |  | St Maximin |  |
| Aubussargues |  | St Siffret |  |
| Baron |  | St Victor des Oules |  |
| Blauzac |  | St Julien de Peyrolas |  |
| Bourdic |  | Sanilhac et Sagriès |  |
| Collorgues |  | Sauveterre |  |
| Dions |  | Serviers Labaume |  |
| Flaux |  | St Chaptes |  |
| Foissac |  | St Julien de Peyrolas |  |
| Fournes |  | St Quentin la Poterie |  |
| Garrigues et Ste Eulalie |  | Ste Anastasie |  |
| La Capelle et Masmolène |  | Tavel |  |
| Le Garn |  | Uzès |  |
| Les Angles |  | Vallabrix |  |
| Lussan |  | Valliguières |  |
| Montaren et St Médiers |  | Verfeuil |  |
| Pouzilhac |  | Villeneuve les Avignon |  |
| Pujaut |  |
| Rochefort du Gard |  |
| Russan |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Communes et environs | Engagement du SAAD |
| Camargue Vidourle |  |
| Aigues-Mortes |  |
| Beaucaire |  |
| Bellegarde |  |
| Gallician |  |
| Jonquières St Vincent |  |
| Lecques |  |
| Le Cailar |  |
| Ledenon |  |
| Le Grau du Roi |  |
| Quissac |  |
| Sauve |  |
| St Gilles |  |
| St Théodorit |  |
| Vallabrègues |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Communes et environs | Engagement du SAAD |
| Grand Nîmes |  |
| Caveirac |  |
| Clarensac |  |
| Calvisson |  |
| Fons |  |
| La Calmette |  |
| Moulezan |  |
| Nages et Solorgues |  |
| St Bauzely |  |
| St Mamert du Gard |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Communes et environs | Engagement du SAAD |
| Cévennes-Aigoual |  |
| Alzon |  |
| Bonnevaux |  |
| Camprieu |  |
| Causse |  |
| Concoules |  |
| Genolhac |  |
| L’Estréchure |  |
| Lanuejols |  |
| Lasalle |  |
| Le Vigan |  |
| Les Plantiers |  |
| Malons et Elze |  |
| Peyrolles |  |
| Ponteils et Bresis |  |
| Portes |  |
| Saumane |  |
| Senechas |  |
| St Andre de Valborgne |  |
| St Jean du Gard |  |
| St Laurent le Minier |  |
| Val d’Aigoual |  |

**FICHES ACTIONS OBJECTIF 3**

|  |
| --- |
| **OBJECTIF 3 : Contribuer à la couverture des besoins de l'ensemble du territoire** |
| **Objectif CNSA: contribuer à la bonne couverture du territoire départemental par les SAAD pour réduire les inégalités d’accès aux prestations et répondre aux besoins des personnes âgées et/ou en situation de handicap** |
| **Action :** |

* **Personnes référentes**

Responsable du suivi de l’objectif pour l’Association :

Contact CD :

* **Descriptif synthétique de l’action et le contexte :**

|  |
| --- |
| *(Diagnostic de l’existant, analyse, mise en œuvre de l’action,…)* |

* **Modalités et calendrier de mise en œuvre de l’action**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année N** | **Année N+1** | **Année N+2** | **Année N+3** | **Année N+4** |
| - | - | - | - | - |
| ❖ **Modalités de pilotage** |  |  |  |  |

* **Modalités de financement**

|  |
| --- |
| *(indiquer le montant alloué au financement de l’action et le mode de financement : redéploiement, ENI, …)* |

* **Indicateur(s) de suivi de l’action :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs** | **Mode de calcul** | **Valeur de départ** |  | **N** | | **N+1** | | **N+2** | | **N+3** | | **N+4** | |
| Cible |  | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

* **Commentaires :**

**ANNEXES OBJECTIF 5**

**FICHES ACTIONS OBJECTIF 5**

|  |
| --- |
| **OBJECTIF 5 : Améliorer la qualité de vie au travail des intervenants** |
| **Objectif CNSA : La définition de la QVT est issue de l’accord national interprofessionnel du 19 juin 2013.**  **Elle désigne « les dispositions, notamment organisationnelles, permettant de concilier les modalités de l’amélioration des conditions de travail et de vie pour les salariés et la performance collective de l’entreprise ».** |
| **Action :** |

* **Personnes référentes**

Responsable du suivi de l’objectif pour l’Association :

Contact CD :

* **Descriptif synthétique de l’action et le contexte :**

|  |
| --- |
| *(Diagnostic de l’existant, analyse, mise en œuvre de l’action,…)* |

**Modalités et calendrier de mise en œuvre de l’action**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année N** | **Année N+1** | **Année N+2** | **Année N+3** | **Année N+4** |
| - | - | - | - | - |
| ❖ **Modalités de pilotage** |  |  |  |  |

* **Modalités de financement**

|  |
| --- |
| *(indiquer le montant alloué au financement de l’action et le mode de financement : redéploiement, ENI, …)* |

* **Indicateur(s) de suivi de l’action :**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs** | **Mode de calcul** | **Valeur de départ** |  | **N** | | **N+1** | | **N+2** | | **N+3** | | **N+4** | |
| Cible |  | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé | Cible | Réalisé |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

* **Commentaires :**